



RENCONTRE *La formation obligatoire jusqu'à 18 ans: tel est l'enjeu majeur qui attend Anne Emery-Torracinta, nouvelle conseillère d'Etat en charge de l'Instruction publique.*

«Une école où chacun trouve sa place»

PROPOS RECUEILLIS PAR

RACHAD ARMANIOS

ET CHRISTIANE PASTEUR

Depuis le conseiller d'Etat André Chavanne, le Département de l'Instruction publique, de la culture et du sport (DIP) n'avait plus été dirigé par quelqu'un du sérail. Trente-deux ans après la fin du mandat de son illustre prédécesseur, Anne Emery-Torracinta, également enseignante et socialiste, considère le père de la démocratisation des études à Genève comme un modèle, qui a su rester proche du terrain et favoriser une «école pour tous». «La période était certes plus faste et comparaison n'est pas raison», commente cette professeure d'histoire, qui vient de quitter son métier, après trente-cinq ans d'enseignement à l'école de commerce et au collège, pour succéder à Charles Beer.

Ne siègent plus que deux représentants de gauche au gouvernement. Quelle sera votre marge de manœuvre pour infléchir la politique de la majorité?

Anne Emery-Torracinta: Il y a une volonté de travailler ensemble qu'on sent fortement dans ce gouvernement. Ce qui compte, c'est surtout la capacité à défendre ses dossiers face à ses collègues. La plus grande difficulté sera de convaincre le parlement de nous donner les moyens de mener des politiques publiques. Or on s'achemine vers des périodes difficiles en termes budgétaires.

Votre choix était plutôt de diriger le Social...

J'ai d'emblée dit à mes collègues que je visais un département traitant de l'humain, que la formation m'intéressait mais que j'avais une contrainte familiale. La question a été résolue par la démission de mon mari au 31 décembre de son poste de directeur de collège, une discussion qui s'est faite en couple.

Le DIP ne m'a pas été imposé. En outre, la majorité de droite du Grand Conseil ne m'aurait pas fait de cadeaux si j'avais dirigé un dicastère perçu comme ne faisant que distribuer argent et subventions. Pas sûr que les bénéficiaires de l'aide sociale auraient été gagnants.



Anne Emery-Torracinta: «Ce qui compte, c'est surtout la capacité à défendre ses dossiers face à ses collègues. La plus grande difficulté sera de convaincre le parlement de nous donner les moyens de mener des politiques publiques.» M. BEZENÇON

Le seront-ils avec le MCG Mauro Poggia?

Peut-être bien. Cette année, Eric Stauffer est rapporteur du projet de budget. Une première pour le MCG, qui a systématiquement refusé tous les budgets jusque-là.

Au DIP aussi, on ne fait «que dépenser»...

Même à droite, la formation est reconnue comme un enjeu

majeur et un élément de cohésion de la société.

Avez-vous regretté de quitter l'enseignement?

Quand j'ai dit au revoir à ma classe de 4^e à Chavanne, j'avais les larmes aux yeux!

Quelle école défendrez-vous?

Une école permettant à chacun de trouver sa place dans la société et dans le monde du tra-

vail. Un des enjeux majeurs de la législature, c'est l'application de la formation obligatoire jusqu'à 18 ans. On compte chaque année près de mille jeunes quittant le postobligatoire sans aucune certification. Ce sont autant de candidats potentiels à l'aide sociale et au chômage. Les réponses seront multiples, car la problématique du décrochage est complexe, cumulant des facteurs scolaires, sociaux

ou de santé. Cela demandera des moyens. Mon ambition est de faire comprendre au parlement qu'il s'agit en fait d'un investissement pour l'avenir.

L'autre enjeu majeur, c'est le projet d'école inclusive, soit d'une école plus souple, capable de répondre aux besoins particuliers des élèves dans une société toujours plus hétérogène, éclatée, multiculturelle.

Comme députée, présidente de l'association Insieme et maman d'une enfant handicapée, vous avez critiqué une intégration très théorique des élèves handicapés dans l'école ordinaire. Pour rester crédible, il vous faudra obtenir des résultats sur ce sujet. Une politique qui coûte cher...

L'école inclusive, qui va au-delà des élèves souffrant de handicap, est effectivement d'abord un enjeu sur les moyens. A juste titre, les enseignants sont réticents quand on leur demande de prendre en charge des populations scolaires avec des profils toujours plus différenciés.

Où trouver ces moyens?

Il faut espérer que le nouveau Cycle d'orientation permettra d'en dégager en orientant mieux les élèves et en réduisant les taux d'échecs au postobligatoire. Les chiffres disponibles, de 2011, sont très inquiétants: le taux d'échecs en première année du collège pour les élèves sortant du Cycle est de 29% et de 75% pour ceux de la section CFC intégré de l'école de commerce! Et un élève sur quatre qui entre au collège quittera cette filière en cours de route. Cela dit, des projets pour l'école inclusive, dont je dois encore me faire une idée, sont déjà en cours.

Les assistants à l'intégration scolaire, dont devraient bénéficier trente à quarante élèves cette année, sont engagés en emplois de solidarité. Allez-vous les transférer en de «vrais» postes?

La volonté politique est là et le département a un projet à bout touchant. Sachant en outre qu'il faudra élargir cette mesure à des enfants présentant des troubles d'ordre mental ou autistique, ce qui est généralement plus compliqué que pour les enfants souffrant d'un handicap moteur ou sensoriel. I

L'anglais dès le primaire? «Je ne suis pas convaincue»

Avec le retour des notes en primaire et, la rentrée prochaine, le mercredi matin, charge-t-on trop les élèves? Oublie-t-on que l'école est un lieu où l'on se cultive et pas juste une antichambre du marché du travail? Il est de notre responsabilité que les jeunes trouvent leur place dans ce marché, mais aussi dans la société, grâce à une école leur permettant de s'épanouir. Or la société est toujours plus exigeante, le marché du travail plus compétitif. On demande à l'école d'enseigner toujours plus de compétences, mais aussi d'éduquer par bien des aspects. Moins la famille s'en chargera, et plus l'école devra compenser, n'en déplaise à certains. Dans ce contexte, si on ne rajoute pas des heures, les élèves en difficulté le paieront.

A condition de bien les accompagner?

Bien sûr, d'où mon souci d'une école capable de davantage différencier son enseignement en fonction des élèves. Il faudra évaluer la réforme de l'horaire scolaire pour voir si les cent cinquante postes promis – cent quarante et un ont été budgétés pour 2014 – seront suffisants.

Justement, celle-ci s'articule avec l'introduction de l'anglais. Une exigence en plus...

Elle est liée à l'harmonisation scolaire entre les cantons, laquelle est essentielle. Toutefois, je ne suis pas franchement convaincue par ce choix décidé sur le plan fédéral. Car l'enjeu devrait d'abord être de maîtriser le français et une deuxième langue nationale, surtout à Genève où beaucoup d'élèves ne sont pas de langue maternelle française. Quoi qu'il en soit, il s'agit maintenant d'introduire ce nouvel enseignement de la meilleure manière. Il faudra bien évaluer le choix de recourir à des maîtres généralistes, car il n'est pas simple d'enseigner une langue étrangère quand on a seulement fait une maturité ou une formation complémentaire. La question est d'ailleurs la même pour l'allemand.

Vous comptez mettre fin à une forme de bureaucratisation de l'école pour remettre les énergies au front. C'est-à-dire?

Il y a une lassitude du corps enseignant face à des directives perçues comme venant «d'en haut», vécues comme des ukases totalement décalés de la réalité du terrain. En trente-cinq ans, j'ai vu l'évolution du métier. Il ne s'agit pas de mettre la faute sur les têtes du DIP, car cette évolution est allée de pair avec celle de la société, toujours plus obsédée par la «courtoisie» et la «contrôle».

Comment lutterez-vous contre cette bureaucratie?

Le risque, c'est que la Tour Baudet devienne une tour d'ivoire. Je veux essayer de mieux écouter les gens qui ont les mains dans le cambouis. A l'inverse, je veux pouvoir expliquer ce que je fais, et ce que je ne peux pas faire et pourquoi. RA/CPR

«Je partage les inquiétudes des enseignants du Cycle»

Les enseignants du Cycle et des filières professionnelles sont en colère contre le projet de mettre fin à l'unicité du statut dans le secondaire, qui signifie les payer moins que leurs collègues des branches généralistes du postobligatoire. Que leur dites-vous?

Le nouveau Conseil d'Etat n'a pas encore abordé cette question, mais j'ai les mêmes interrogations et inquiétudes. Instaurer des différences salariales aura pour conséquence de freiner la mobilité entre les ordres d'enseignement, ce qui est d'autant plus problématique qu'on connaît déjà des difficultés de recrutement. En outre, si on veut des enseignants de qualité au Cycle, il ne faut pas les décourager. A moins qu'on me convainque du contraire, j'ai l'intention de faire en sorte de maintenir l'unicité du statut.

Une motion du Grand Conseil veut limiter les possibilités de combinaisons d'options

au collège. Votre avis?

Je ne suis pas sûre que réintroduire ce qui ressemble fort à des sections soit compatible avec le droit fédéral. L'intérêt de la maturité actuelle est de permettre des choix très intéressants, également en privilégiant des profils très exigeants. Il serait dommage de restreindre cette ouverture. Mais je reste disposée à apporter davantage de cohérence au système. A ce propos, un projet de réforme était déjà en cours au département.

L'obésité gagne du terrain à Genève, mais le canton ne prévoit que deux heures de gym au secondaire, contrevenant à la loi fédérale sur l'encouragement au sport qui fixe le seuil à trois heures.

Dans l'idéal, je défendrai l'introduction de cette troisième heure. Ce qui pose problème, c'est, notamment, le manque de locaux.

La construction d'une nouvelle patinoire et la rénovation du stade de La Prairie sont-elles une priorité pour vous?

Quoi qu'on pense du sport d'élite, il permet d'offrir aux jeunes des modèles pour les inciter à faire du sport. Le canton peut donc apporter un financement très partiel pour la patinoire et être un facilitateur pour la mise à disposition des terrains. D'autant que le hockey est très populaire. Mais il ne faudra pas répéter les erreurs du stade.

C'est-à-dire?

Elle devra être viable sans l'Etat. Le stade, lui, n'a jamais été terminé correctement ni rentable, car le centre commercial n'est pas géré par le club.

Selon Charles Beer, soit l'Etat finance sa rénovation, soit il faut le raser. D'accord? Son discours est provocateur, mais il y a

du vrai. Il s'agit de faire en sorte que ce stade puisse être viable pour que le club puisse l'exploiter.

Au risque de financer un puits sans fond?

Le Servette FC a des projets que son dirigeant Hugh Quennec dit viables.

La patinoire, c'est un investissement que l'Etat a repoussé. Comme la reconstruction du cycle du Renard, retardée à 2019. Faut-il attendre qu'un toit s'effondre sur des gens pour réagir?

Sans me prononcer sur le cas précis, qui m'inquiète, je pense que retarder des investissements, c'est souvent courir le risque que cela coûte ensuite plus cher. Cela dit, les priorités annoncées à la toute fin de son mandat par l'ancien Conseil d'Etat n'engagent que lui.

RA/CPR